

16th juillet 1941.

Au moment de quitter la Délégation française de Wiesbaden, je crois utile de résumer les impressions recueillies au cours de ma mission et de chercher à la lumière d'une expérience de dix mois à porter un jugement sur notre situation présente:

L'Allemagne nous a battus. Elle nous a désarmés; elle a apporté à ce désarmement une hâte et une âpreté inconnues au vainqueur de 1918. Jamais armistice n'a dû être exécuté avec plus de célérité. Il s'agissait, en effet pour le Reich de s'assurer de notre impuissance, de rendre tout sursaut français impossible, tandis qu'il poursuivrait la conduite de la guerre et se livrerait à de nouvelles opérations.

Cette sécurité, l'Allemagne ne la cherche pas seulement dans la suppression ou le contrôle de notre force militaire. Elle veut encore l'obtenir, et d'une manière plus durable, en accentuant la discorde entre la Grande-Bretagne et nous. La brutale agression de Mers-el-Kébir a été pour elle une chance inespérée. Elle s'est attachée à en développer les répercussions sur notre politique extérieure. Elle continue à en vouloir tirer le plus large profit.

Le Reich entend que l'année 40 constitue dans les rapports franco-anglais une date historique, qu'elle marque la fin de cette entente cordiale qui, quatorze ans après sa conclusion, avait conduit à l'écrasement de l'Empire de Guillaume II. Aussi ne cesse-t-il de nous pousser à des entreprises dont il attend l'aggravation de notre tension avec le gouvernement de Londres et d'où il espère que sortira la guerre franco-anglaise. Dès le début de la crise irakienne, les dirigeants de Berlin ont été parfaitement conscients des conséquences que devait comporter l'utilisation par la Luftwaffe de nos aérodromes syriens. Il avait prévu la riposte que leur exigence ne manquerait pas de provoquer, de la part de l'Angleterre, contre nos établissements du Levant. La mauvaise humeur avec laquelle ils ont accueilli l'armistice paraphé à Beyrouth par le Général Dentz illustre le souci qu'ils ont de nous compromettre et de nous engager dangereusement à leurs côtés.

Nul doute que, dans les mois à venir, nous ne devions, sur tel ou tel point de notre Empire, en Tunisie, au Maroc, à Dakar, être l'objet de pressions et de sollicitations nouvelles, destinées à procurer au Reich une aide ou un soulagement immédiat, mais dont il escompte également qu'elles entretiendront ce conflit franco-anglais, qui risque à chaque moment de dégénérer en une guerre ouverte et totale.

L'histoire de ces dernières semaines semble indiquer que nous avons peu à attendre de l'Allemagne en contrepartie de nos efforts et de nos sacrifices. Nous avons récolté, dans nos négociations de Wiesbaden, bien peu de reconnaissance devant le Djebel Druze, devant Beyrouth, devant Palmyre. Nous avons eu en revanche mainte occasion de constater que le Reich ne nous fait de concessions que lorsqu'il s'agit, en défendant nos intérêts, de servir également les siens, de l'appuyer dans sa lutte contre la Grande-Bretagne ou d'assurer la défense de positions stratégiques impériales dont lui-même ne peut assurer directement la garde. Si les autorités allemandes nous ont accordé de réarmer des torpilleurs et des croiseurs, de renforcer notre armée d'Afrique, de recréer des escadrilles pour les envoyer en Syrie, toutes les autres requêtes présentées par cette délégation, qu'elles fussent politiques ou économiques, ont été uniformément repoussées.

Les difficultés d'une tâche, dont la charge s'accroît avec l'étendue, incite le Reich à se montrer toujours plus impérieux dans ses exigences en face des nécessités de la guerre. Il n'est à ses yeux aucune promesse, aucun accord qui tienne. Déjà, au cours de l'hiver, il avait déclaré forfait pour les livraisons de sucre et de pommes de terre attendues par nos autorités de la zone occupée en échange de produits déjà fournis par nous. Il nous fait savoir aujourd'hui qu'il est incapable de nous procurer le minimum de pétrole dont notre économie ne saurait se passer et dont il nous avait garanti le fourniture. Après nous avoir demandé nos camions de la zone libre, puis ceux de nos réserves de Tunisie et d'Algérie, il en arrive maintenant à nous réclamer la cession des véhicules indispensables à notre armée d'A.F.N. La mise en coupe réglée de la France occupée a montré qu'il n'y a de bornes à ses revendications que la limite de nos possibilités.

Dans la situation critique où elle est placée, la France ne peut se soustraire à la collaboration que lui offre l'Allemagne. Elle y trouve certainement son avantage dans la mesure où cette politique lui permet d'assurer le ravitaillement de sa population, la remise en marche de son économie, la sauvegarde de son Empire. Il faut qu'elle arrive à vivre dans une Europe allemande pour le temps que cette Europe durera. Mais la leçon de ces derniers mois, les constatations faites au cours de ma mission, m'amènent à penser que cette collaboration doit être limitée au strict nécessaire. Notre intérêt cesse là où la menace des bombardements guette les ouvriers de nos usines, où l'application plus rigoureuse de blocus anglais paralyserait la vie de nos ports méditerranéens, où l'aggravation de nos rapports avec l'Amérique nous priverait de nos derniers liens avec le monde extérieur et avec le groupe des puissances neutres. Notre intérêt cesse surtout là où le Reich prétend nous engager dans les entreprises susceptibles, soit de nous affaiblir, soit de nous attirer de nouveaux conflits. J'estime que nous devons éviter avec prudence et avec fermeté toute nouvelle affaire de Syrie qui hypothéquerait lourdement pour l'avenir notre position diplomatique et qui épuiserait les ressources si maigres dont nous disposons en hommes, en matériel et en carburant pour défendre nos possessions d'outre-mer contre tous les appétits et toutes les ambitions.

Pouvons-nous, en nous faisant les soldats du IIIe Reich, attendre de ce dernier un traitement plus clément, plus juste, plus humain? Le brusque changement de front que vient d'opérer Hitler envers la Russie soviétique fait ressortir combien, par delà les manifestations d'un opportunisme passager le Chancelier reste fidèle aux idées fondamentales exposées dans son livre. Or, l'écrasement définitif de la France, sa mise en tutelle, l'impossibilité pour l'Allemagne d'admettre l'existence d'une seconde puissance militaire sur le continent sont les thèmes qui viennent le plus fréquemment sous la plume de l'auteur de "Mein Kampf". A ces thèmes s'allie la pensée des Hitlériens, la doctrine dont Rosenberg s'est fait le protagoniste; le théoriciens du parti estime que la décadence de la France depuis le XVIIe siècle est due à la prédominance progressive dans notre population de l'élément méditerranéen sur les éléments francs et nordiques, qui constituaient la noblesse de l'Ancien Régime.

/De

De nombreux collaborateurs du chancelier estiment qu'il convient, en dépouillant la France de ses provinces du nord et de l'est, en déplaçant ainsi de plus en plus son centre de gravité vers le sud, de précipiter cette évolution jusqu'à faire de notre pays une nation essentiellement méditerranéenne, comparable par son caractère, ses réactions, son incapacité à tout effort continu et efficace, à l'Italie ou à l'Espagne.

Les Allemands ont enfin toujours estimé que les engagements internationaux ne font qu'exprimer le rapport de forces entre leurs signataires à un moment donné. Ce rapport vient-il à changer, cet équilibre se trouve-t-il modifié, les accords conclus deviennent du même temps caducs. Cette conception juridique, déjà familière à l'ancienne Allemagne a reçu la consécration officielle du nouveau pouvoir hitlérien. Il est à craindre que les engagements pris par le Reich tant que notre assistance lui est nécessaire, soient oubliés par lui le jour où il n'aura plus qu'à jouir de sa victoire.

En attendant, l'Allemagne cherche à nous lier étroitement à son sort. Elle espère que la croisade contre la Russie soviétique lui permettra de grouper tous les peuples européens à ses côtés, décidera l'Espagne hésitante et provoquera en France un renversement d'opinion; le Chancelier Hitler répèterait volontiers aux nations étrangères ce qu'il déclarait déjà, il y a quelques années: "Je ne me laisserai pas supprimer sans vous entraîner tous dans ma chute. Je provoquerai, plutôt que de disparaître, une catastrophe européenne sans précédent; vous avez donc intérêt à me soutenir".

Cette campagne nouvelle engage le Reich dans des entreprises plus aventureuses. Après la guerre en Afrique, l'occupation de la Roumanie et de la Bulgarie, l'écrasement de la Yougoslavie, la soumission de la Grèce, le débarquement en Crète, le désir d'anéantir la dernière armée subsistant sur le continent, vient de pousser l'Allemagne à une expédition de Russie dont on aperçoit mal quelles seront les limites.

Les éléments les plus hardis et les plus audacieux du Parti mènent le jeu dans un moment où les SS. revêtus aujourd'hui de l'uniforme gris de fer, non seulement assurent les services de la police, mais opèrent le tri et la répartition des Allemands repatriés, contrôlent la politique raciste du Grand Reich, dirigent la lutte contre le communisme dans tout l'est européen, administrent le Gouvernement Général de la Pologne, l'ancienne Posnanie, la Yougoslavie démembrée, assistent de leur conseil les autorités hongroises, roumaines et bulgares et constituent au sein de la Wehrmacht une armée de métier servant à long terme et dans laquelle toutes les spécialités se trouvent représentées.

On serait tenté d'appliquer au lile Reich le mot d'un de nos historiens sur le Saint-Empire, "qu'il ne peut conserver son équilibre que tant qu'il est occupé à des expéditions contre l'étranger".

Si le IIIe Reich remporte en Russie des succès stratégiques certains, le tour pris par les opérations ne répond pas néanmoins à l'idée que s'en étaient faits ses dirigeants. Ceux-ci n'avaient pas prévu une résistance aussi farouche du soldat russe, un fanatisme aussi passionné de la population, une guerrilla aussi épuisante et sur les arrières des pertes aussi sérieuses, un vide aussi complet devant l'envahisseur, des difficultés aussi considérables de ravitaillement et de communications.

Les batailles gigantesques de tanks et d'avions, la nécessité, en l'absence de wagons à écartement convenable, d'assurer par des routes défoncées des transports de plusieurs centaines de kilomètres, entraînent, pour l'armée allemande, une usure de matériel et une dépense d'essence qui risquent de diminuer dangereusement ses stocks irremplaçables de carburant et de caoutchouc. Nous savons que l'E.M. allemand a constitué trois mois de réserve d'essence. Il faut qu'une campagne de trois mois lui permette de réduire à merci le communisme soviétique, de rétablir l'ordre en Russie sous un régime nouveau, de remettre en exploitation toutes les richesses naturelles du pays et, en particulier, les gisements du Caucase. Cependant, sans souci de sa nourriture de demain, le Russe incendie au lance-flammes ses récoltes, fait sauter ses villages, détruit son matériel roulant, sabote ses exploitations.

L'Allemagne ne peut supporter le fardeau écrasant d'administrer, de réorganiser l'Europe que si elle trouve le concours des gouvernements responsables et des autorités constituées.

Dès maintenant, se font sentir chez elle le manque de main d'oeuvre et le manque des cadres; la charge de la Russie se joignant à celle de la Pologne, de la Norvège, de la Hollande, de la Belgique, de la France, pour ne rien dire de l'Autriche, de la Bohême, de l'Italie, des Balkans, risque de l'épuiser. C'est pourquoi la collaboration française qui lui permet d'utiliser un corps de fonctionnaires dont elle apprécie la valeur, lui est d'un soulagement si précieux.

La conscience de cette tâche surhumaine provoque dans le peuple allemand une inquiétude confuse. L'annonce de chaque campagne nouvelle, aujourd'hui la Russie, hier les Balkans, y est accueillie avec consternation, que les troupes allemandes ramportent des succès rapides et éclatants, cet abatement se changera bientôt en la fierté du triomphe. Mais que la campagne vienne à durer, le découragement s'emparera bientôt des masses désabusées, car le public se rend compte qu'après l'ennemi soviétique, viendra l'ennemi américain et cette perspective le trouble. Il a retiré de la guerre mondiale la conviction que seule l'Amérique a pu venir à bout de la puissance du IIIe Reich, que les efforts des Alliés n'auraient pas suffi à abattre. Si la confiance que 80 millions d'Allemands n'ont rien à craindre de 40 millions de Français, une victoire définitive sur 150 millions de Slaves et 200 millions d'Anglo-Saxons paraît à beaucoup problématique.

Il ne manque pas, en effet, d'esprits en Allemagne qui doutent dès maintenant du succès final. Il n'en manque pas non plus qui ne le souhaitent pas. "Pourvu que cela dure", pensent les sympathisants en songeant à l'avenir. "Pourvu que cela ne dure pas", souhaitent tant de mécontents qui cachent sous la chemise brune leurs sentiments véritables.

Le mandement épiscopal de Fulda, lu récemment dans toutes les églises du Reich a fait éclater en termes catégoriques l'hostilité au Parti des milieux catholiques. Ceux-ci ne peuvent approuver une évolution sociale et politique qui exclut l'Eglise de l'école et de la famille, place tous les établissements d'instruction dans

la dépendance des fonctionnaires nationaux-socialistes, soumet les jeunes filles à une conscription et à un service obligatoire analogue à celui des jeunes gens. La militarisation croissante du Grand Reich, sa "prussianisation" excède dans les pays annexés comme l'Autriche, les classes mêmes de la population qui ont jadis fourni au mouvement nazi ses partisans les plus violents et les plus convaincus. On cherche, il est vrai, et l'on parvient, souvent à surmonter les mécontentements, à calmer les inquiétudes, à vaincre les résistances par l'appât de satisfactions matérielles, par l'élévation du niveau de vie. C'est la raison pourquoi l'exploitation des pays conquis est devenue pour le régime une nécessité. Mais dût-elle réussir dans tous ses plans militaires, l'Allemagne n'aurait pas encore gagné la partie. Il lui faut réaliser cette réorganisation du continent qu'elle a entreprise. Et l'on est fondé à se demander si elle pourra y réussir. Du point de vue politique, la constitution autour du Reich d'une ceinture d'Etats vassaux plus ou moins soumis directement à son influence: Bohême, Slovaquie, Hongrie, Croatie, Gouvernement Général de Pologne, ne semble guère représenter une garantie de stabilité. Du point de vue économique, l'isolement de l'Europe dans un régime autarcique, la généralisation d'un étatisme, dont le Reich commence à sentir lui-même les inconvénients, la prédominance donnée aux préoccupations racistes et au facteur politique font douter du caractère viable des formules préconisées par les Hitlériens. A mesure que le temps passe et que s'étendent les visées du gouvernement du Reich, la carte allemande apparaît donc comme moins sûre.

Sans doute, serons-nous contraints, dans les mois à venir, à persévérer dans la voie où nous nous sommes engagés. Sans doute, cette voie était-elle la seule qui nous restât ouverte. Sans doute, notre choix était-il dicté par une dure nécessité. Mais j'estime que dans la poursuite d'une telle politique, nous devons prendre toutes les précautions désirables pour écarter de nouveaux risques et ne pas compromettre, en face d'un avenir certain, les chances et la liberté d'action de notre pays.

Nous ne devons surtout pas perdre de vue que l'Amérique reste le grand arbitre d'aujourd'hui et de demain et qu'il est pour nous d'un intérêt vital de ne pas nous aliéner ses sympathies. Déjà les U.S.A. sont partis seuls vainqueurs de la guerre de 1918. Ils en sortiront plus encore du conflit actuel. Leur puissance économique, leur haute civilisation, le chiffre de leur population, leur influence croissante sur tous les continents, l'affaiblissement des états européens qui pouvaient rivaliser avec eux, font que, quoiqu'il arrive, le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des Etats-Unis. C'est déjà à l'appui militaire et diplomatique du gouvernement de Washington que nous avons dû de recouvrer en 1918 nos provinces perdues. Seule, l'Amérique peut nous rétablir demain dans notre intégrité métropolitaine dont dépend l'avenir de notre peuple et la survivance d'une France qui soit véritablement européenne et non pas uniquement méditerranéenne ou africaine.